Bulgarie : fondation d'un nouveau parti politique engagé dans la lutte anti-corruption

Description

Stéphan Altasserre (sources : *dabulgaria, Facebook, Kapital, Mediapool*)

Le 9 décembre 2015, Hristo Ivanov, ministre de la Justice du gouvernement de centre droit Borissov, démissionnait de ses fonctions à la suite de l'échec de la réforme constitutionnelle et de sa tentative de réhabilitation de la magistrature du siège. Son projet d'amendement, soumis en deuxième lecture devant le Parlement bulgare, avait été vidé de son contenu réformateur. Aussi, quelques heures après sa démission, plusieurs centaines de Sofiotes et de militants anti-corruption avaient bloqué plusieurs axes de circulation de la capitale en signe de protestation.

Un an plus tard, le 21 décembre 2016, Hristo Ivanov a annoncé la création à son initiative d'une nouvelle formation politique, dont le nom serait *Da, Bălgarija* (Oui, Bulgarie). Devant un parterre de journalistes, il a notamment déclaré: « *Nous voulons créer une nouvelle organisation politique, où une nouvelle génération de personnes trouveront leur représentation politique*.»

Lors de son assemblée inaugurale organisée le 7 janvier 2017 à Sofia, *Da, Bălgarija* s'est mue en parti politique. C'est au cours de cet événement, regroupant 1.235 personnes en provenance de 45 villes bulgares, que Hristo Ivanov a été élu, sans surprise, à la tête de l'organisation, laquelle s'est rapidement structurée. Le principal organe du parti est le conseil national, comprenant près de 150 membres. Il est à noter que les avocats y sont surreprésentés, puisqu'ils occupent plus de 15% des sièges. Après trois semaines de campagne sur les réseaux sociaux, le mouvement a déjà réuni plus de 115.000 leva (soit près de 59.000 euros) de dons lui permettant de s'autofinancer pour quelques semaines. Il espère pouvoir continuer à compter sur des donateurs citoyens par la suite.

Le 13 janvier, les documents nécessaires à l'enregistrement ont été déposés auprès du tribunal de Sofia. Dès le lendemain, Hristo Ivanov annonçait que l'adoption d'une loi anti-corruption était une étape nécessaire dans la réformation de l'État bulgare. Mais les dirigeants de *Da, Bălgarija* ont également d'autres objectifs: donner des moyens à la Justice pour qu'elle soit plus efficace, lutter contre la pauvreté, augmenter le niveau de vie… un programme capable de faire de l'ombre à certains partis populistes.

Alors que Roumen Radev, le futur président (Parti socialiste bulgare/ancien officier supérieur de l'armée) de la République de Bulgarie, a annoncé qu'il dissoudra l'Assemblée nationale dès sa prise de fonction le 22 janvier, que la direction du parti ABC a récemment changé et que le GERB s'interroge sur ses futures alliances, *Da, Bălgarija* a déjà prévu de participer aux prochaines législatives. Les nouveaux venus sur la scène politique nationale pourraient profiter à cette occasion de la déception d'une partie de l'électorat des partis traditionnels pour se faire une place sur les bancs du Parlement.

date créée
22/01/2017
Champs de Méta